

Conseil des ministres : prudence sur une éventuelle reprise épidémique ?

Article rédigé par *BFM TV*, le 13 octobre 2021

Comme chaque mercredi, l'exécutif a rendez-vous pour un Conseil des ministres qui sera, comme souvent ces derniers temps, précédé d'un Conseil de défense sanitaire. La prolongation de l'état d'urgence sanitaire y sera débattue.

Ce mercredi, Gabriel Attal a dévoilé les grandes lignes du texte de loi présenté par le Premier ministre Jean Castex, afin d'éviter tous risques de reprise épidémique.

"Jusqu'au 31 juillet, si et seulement si c'est nécessaire, encadrer l'activité des établissements recevant du public et exiger un pass sanitaire", a-t-il commencé, avant une nouvelle fois d'assurer que "si et seulement si la situation s'aggrave", "des décrets pour un état d'urgence sanitaire pour 30 jours" pourront être pris, "délai au-delà duquel une loi devra être votée", a-t-il assuré.

De plus, ce texte peut également prévoir si nécessaire des nouvelles mesures de confinement, de couvre-feu, un renforcement de la fraude au pass sanitaire, des mesures d'accompagnement économique pour faire face aux conséquences de la crise ainsi que l'état d'urgence sanitaire prolongé jusqu'à la fin de l'année en Guyane.

Lors de sa prise de parole, le porte-parole du gouvernement a assuré que l'épidémie n'était pas derrière nous.

"Nous assumons de protéger le pays comme le premier jour, 4000 cas par jour en moyenne et la situation ne s'améliore plus, 18 départements où le taux d'incidence dépasse le seuil d'alerte de 50 et dans certains territoires le nombre de cas reprend. Il y a encore un risque non-négligeable d'une reprise épidémique et l'hiver est propice, un échappement immunitaire n'est pas à exclure."